

**« COMPETITIVITE DU SECTEUR MANUFACTURIER IVOIRIEN FACE AUX
DEFIS DE LA MONDIALISATION : *UNE ANALYSE A PARTIR D'UN MODELE
MACRO-ECONOMETRIQUE A CORRECTION D'ERREUR* »**

Mr. KOUDOU Zohoré Olivier*,
Université d'Abidjan-Cocody,
Côte d'Ivoire

Résumé

La présente contribution s'attache à mettre en exergue, à l'aide d'un modèle macro-économétrique à correction d'erreur appliqué au cas ivoirien, le rôle significatif des facteurs hors-coûts dans la compétitivité des exportations manufacturières ivoiriennes. Deux variables s'avèrent significatives : l'accumulation du capital physique et l'investissement en capital humain.

Mots clés : Compétitivité internationale – Transfert de technologie – Effort d'investissement.

Abstract

The following contribution aims at throwing light on the significant role of *out-cost* factors in the competitiveness of the Ivorian manufacturing exportation by using the macro-econometrical model with *error-correction* applied to the Ivorian case. It shows two significant alternatives: the storage of physical capitals and the investment of human resources.

I. Introduction :

Les composantes de la compétitivité d'un pays sont au nombre de deux. D'abord la compétitivité prix, qui mesure sa faculté à conquérir des parts de marché en offrant des prix plus compétitifs que ceux de ses concurrents ; dans ces conditions, une économie est dite compétitive, soit en augmentant sa part relative à l'exportation, soit en limitant la pénétration des importations sur le marché intérieur. Puis la compétitivité hors-prix (structurelle) mesure la capacité d'un pays à capter la demande étrangère et domestique par d'autres canaux que les prix. Dans cette perspective, le savoir-faire incorporé dans les produits, leur qualité et l'étendue de leur gamme façonnent en grande partie l'aptitude des pays à conquérir de nouvelles parts de marché.

La compétitivité structurelle procède ainsi de la cohérence et de l'efficacité des structures productives de l'économie, du taux d'évolution à long terme et de la structure

*KOUDOU Zohoré Olivier, Doctorant en Economie à l'Université d'Abidjan-Cocody, Côte d'Ivoire. 23 BP 51 Abidjan 23 ; E-mail : ozohore@yahoo.fr

d'investissement dans le pays. Dès lors, les phénomènes structurels tenant à la structure de l'économie d'un pays, au degré de concentration et aux formes de marché, au potentiel scientifique et technique ainsi qu'aux relations entre Etat et industrie, influent sur la compétitivité des entreprises (STI, revue de l'OCDE, 1991).

Toutefois, l'appréhension des externalités relatives de ces deux principales dimensions de la compétitivité sur le commerce international dépend en grande partie des secteurs et/ou des pays étudiés. Le type de spécialisation internationale, l'évolution des prix intérieurs et la plus ou moins résistance du salaire réel constituent des variables clés qui façonnent sinon conditionnent les politiques économiques en mesure de stimuler la compétitivité des entreprises nationales.

C'est ainsi que lorsque la spécialisation internationale est basée sur les avantages comparatifs, c'est-à-dire lorsque le commerce inter-branche est la source principale des gains de l'échange, les facteurs coûts (prix), si ils sont conjugués avec une maîtrise de l'inflation et des salaires, peuvent être déterminants dans les fonctions d'importation et d'exportation d'un pays donné, dans une branche ou dans un secteur donné. En revanche, lorsque le commerce intra-industriel est la source principale des gains de l'échange, les facteurs hors-coûts, notamment l'innovation, exercent tout leur effet sur la contrainte extérieure des nations (Aglietta, 1997).

On s'intéresse dans ce travail à l'étude des facteurs structurels susceptibles d'influencer et d'orienter, à long terme, la compétitivité internationale des produits manufacturés ivoiriens.

On démontrera notamment, à partir d'un modèle à correction d'erreurs, que les effets prix occasionnés par la dévaluation ou par les politiques commerciales stratégiques ne sont que transitoires. A long terme, en revanche, les facteurs hors-coûts, principalement l'effort consenti par la nation en matière d'accumulation de capital physique et humain constituent la clé de la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière ivoirienne.

Il s'agit dans une première section d'apporter un éclairage théorique sur les déterminants de la compétitivité internationale. La seconde section traite des interrelations entre degré de spécialisation, rigidités des prix et des salaires et compétitivité internationale. La troisième section propose une modélisation des déterminants de la compétitivité structurelle du secteur manufacturier ivoirien. La dernière section sera consacrée à une analyse économétrique pour identifier les facteurs de long terme susceptibles d'influencer la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière ivoirienne.

II. BREF APERÇU DE LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE DANS LITTÉRATURE ECONOMIQUE :

La théorie économique, Pendant longtemps s'est intéressée aux déterminants économiques de l'échange.

La théorie macroéconomique considère qu'une baisse du taux de change réel, c'est-à-dire une baisse du prix relatif des biens échangeables en termes de biens non échangeables, permet, toutes choses égales par ailleurs, de stimuler les exportations et de desserrer la contrainte externe. De cet angle de vue, la dévaluation constitue un puissant facteur susceptible de promouvoir le développement et la compétitivité internationale. Dans la théorie traditionnelle des échanges, l'étude de l'échange international repose sur des différences d'avantages comparatifs : un pays exporte s'il détient pour la production d'un bien un avantage comparatif.

Dans le cadre des analyses technologiques (Ricardo, 1984), cet avantage est analysé comme le résultat de différences technologiques qui en général se traduisent par des écarts de productivité du travail ou, par des différences de dotations en facteurs de production pour les analyses factorielles (Heckscher-Ohlin).

Selon la vision ricardienne, l'écart technologique résiderait donc de la détention de la nation, d'une part, d'avantages naturels et, d'autre part, artificiels. La technologie est considérée plutôt comme une variable exogène au système économique, donnée une fois pour toute aux nations, sans qu'il y ait possibilité d'imitation entre pays (Nezeys, 1993). Ainsi, la technologie constitue une variable sur laquelle les pays ne peuvent agir et qui s'impose à eux.

L'analyse néo-classique reprend les hypothèses du modèle ricardien de base. Mais, contrairement à Ricardo, ses protagonistes arguent que les pays accèdent, à l'échelle mondiale, aux mêmes types de facteurs de production, substituables les uns aux autres, ainsi qu'aux mêmes technologies. Dans cette perspective, le changement technique ne peut être conçu que comme un mouvement le long des fonctions de production, en réponse aux variations des prix relatifs : l'innovation ne constitue qu'une simple adaptation aux prix relatifs des facteurs de production visant à minimiser les coûts. Dès lors, les seuls éléments en mesure d'expliquer l'échange international et les différences de techniques de production ne peuvent être que des différences de dotations en capital et en travail. Le seul véritable progrès technologique envisagé est exogène et provient de l'activité scientifique. La technologie est donc une « manne tombée du ciel » d'accès libre, non appropriable qui s'assimile à une simple information à laquelle les firmes sont supposées s'ajuster instantanément.

Dans l'ensemble, ces types de raisonnements reposent sur le postulat selon lequel le commerce se base uniquement sur des éléments de compétitivité par les coûts, en écartant tous les éléments hors coûts.

Aujourd'hui, dans un contexte mondial bouleversé, où l'on assiste à une diversité des goûts et à une variabilité de la demande, la maîtrise de l'information, avérée imparfaite ou parfois même inexistante, s'impose comme la condition sine qua non que devraient satisfaire les firmes pour faire face à l'incertitude. Ces dernières sont plus que jamais invitées à développer un commerce de variétés ou commerce intra-branche, qui reflète les économies d'échelle et les goûts. C'est ainsi qu'actuellement plus de 80 % des échanges commerciaux à l'échelle planétaire sont constitués, de produits capitaux similaires. Le commerce intra-branche a été expliqué dans le cadre des nouvelles théories du commerce international, par Krugman (1981). Cependant, à l'instar de la théorie traditionnelle des échanges, dans cette théorie, les échanges n'ont pas d'influence sur la technologie qui demeure exogène. Ce n'est qu'avec la théorie de la croissance endogène dérivée des modèles de Ethier (1982, p 389-405), Romer (1987, p 56-62) et Romer (1990, p 71-102), que fut pris en compte le caractère endogène du phénomène technologique : la diversité des biens capitaux procure des rendements d'échelle qui sont endogènes. Elle favorise l'innovation de biens nouveaux qui dépend du niveau des connaissances. Dans leur « modèle de connaissance », Rivera-Batiz (1991, p 531-555) argumentent que les idées sont identifiées aux biens capitaux dont l'importation pourrait constituer un véritable levier de croissance. La prise en considération du phénomène technologique dans l'appréhension du dynamisme du commerce international suggère, entre autres, la remise en cause du schéma traditionnel de la technologie. Cette dernière n'est plus considérée comme « une manne qui tombe de ciel sur l'ensemble de la capacité de production existante » (Stoneman, 1987), mais, au contraire, comme un potentiel que peuvent désormais construire les nations, et qui façonne leur aptitude à soutenir la concurrence sur un marché mondial de plus en plus intégré.

La question de Porter (1990) : « Pourquoi et comment se créent les compétences technologiques qui assurent une suprématie commerciale ? », démontre le rôle hégémonique que jouent les facteurs hors-coûts, notamment l'innovation, dans la compétitivité internationale. Elle évoque, en outre, de manière explicite, la problématique de la création technologique, dénotant le caractère évolutif et dynamique du processus d'innovation et présupposant le développement d'un processus d'apprentissage qui vient se greffer sur l'activité d'innovation.

Toutefois, les compétences technologiques ne s'accroissent pas uniquement par l'apprentissage. Elles peuvent aussi être créées grâce à des stratégies de création (R&D interne / externe, accords de coopération) ou d'acquisition (imitation). Dans le dernier

cas, un certain niveau de compétences initiales s'avère primordial en vue de saisir et de s'approprier l'information.

Aujourd'hui, l'écart technologique frappant entre les pays développés et les pays en voie de l'être ne laisse, a priori, entrevoir aucun processus de rattrapage que pourraient entreprendre et réussir ces derniers afin d'améliorer leur compétitivité internationale et mener à bien leur processus d'intégration dans le nouvel ordre mondial ; il tend, en revanche, à confirmer la thèse de la division internationale du travail.

Ainsi, leur forte spécialisation dans les secteurs traditionnels, naguère considérés comme créneaux porteurs, captant une part prépondérante de la demande mondiale et générateurs de prospérité et de bien-être, explique-t-elle la médiocrité de leurs performances économiques et commerciales.

Cependant, les grands bouleversements du système techno-économique, la mondialisation de la production, de la recherche & développement et des marchés, ont eu comme corollaire, notamment à partir des années 1980, la prolifération des accords de coopération inter-entreprises et l'intensification du phénomène d'internationalisation des firmes. Ils ont de ce fait renouvelé les discussions sur l'aptitude des pays en développement à tirer meilleur profit de l'essor technologique remarquable des pays industrialisés, et à se doter d'avantages compétitifs sur le marché mondial. Par ailleurs, si l'on assiste dans les pays développés à une course « infailible » à l'innovation, au sein des PED s'est déclenchée, en parallèle, une course aussi acharnée pour attirer les firmes multinationales.

L'aptitude de ces derniers à attirer les investissements directs étrangers, outre sa participation effective à relancer le niveau d'activité (Gannagé, 1985) et à corriger les déséquilibres macro-économiques internes, leur permet de s'approprier des connaissances et des technologies nouvelles (Mansfeild, 1961) et d'améliorer la productivité et la compétitivité des entreprises nationales.

Bien que les résultats sur la nature du lien entre l'investissement direct étranger et la compétitivité soient mitigés*, il n'existe nul doute aujourd'hui de la corrélation positive et significative entre ces deux modalités de globalisation de l'économie mondiale (Fontagné, 1996).

* Certains auteurs laissent arguer de la complémentarité entre IDE et commerce international (Henry, 1994 ; Kojima, 1978 ; Chédor & mucchielli, 1998), alors que d'autres considèrent qu'ils sont plutôt des substituts (Mundell, 1957).

III. COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE IVOIRIENNE, SPECIALISATION ET RIGIDITE

Le passage d'une approche statique de la compétitivité internationale qui appréhende cette dernière par les seuls facteurs coûts ou par les seuls avantages comparatifs, à une autre plus dynamique faisant intervenir des facteurs structurels, tenant essentiellement à l'effort d'innovation, traduit notre conscience de l'importance de la dimension temporaire dans la perception des politiques économiques et industrielles en mesure de soutenir et de maintenir les performances commerciales.

En effet, s'il est vrai qu'à court terme la compétitivité internationale dépend des coûts relatifs, déterminés en grande partie par les coûts de la main-d'œuvre et les mouvements du taux de change, conquérir des parts de marché à l'exportation est une opération de long terme, qui suppose la réalisation de progrès soutenus et viables de la productivité : « A long terme, un bon niveau de compétitivité internationale ne saurait être maintenu par la seule compression chronique des coûts salariaux ou par une série de dévaluations compétitives. » (Latreille & Varoudakis, 1997).

Cette thèse est d'autant plus vraisemblable et confirmée que l'analyse porte sur des secteurs d'activité intensifs en capital et dans lesquels les prix et les salaires sont rigides à la baisse.

Dans son ouvrage de référence, « Macro-économie internationale », Michel Aglietta (1997) distingue quatre cas possibles de spécialisation internationale*. Il suggère que dans le cas d'un pays rigide, qui importe des biens intermédiaires et d'équipement qu'il ne produit pas localement et qui entrent selon des coefficients fixes dans les fonctions de production, l'effet sur la balance commerciale d'un changement de parité est neutre ; il est en outre inflationniste et source de fluctuations cycliques considérables.

La Côte d'Ivoire, petit pays soumis à la loi du prix unique pour les biens qui font l'objet de la concurrence internationale devrait en principe permettre à ses entreprises exportatrices de gagner des gains de marché à l'exportation grâce à une dévaluation compétitive du franc CFA ; compte tenu de l'évolution des différents soldes significatifs de sa balance des paiements, l'on peut avancer que cette thèse est fallacieuse à plusieurs égards.

* Il distingue en effet entre les petits pays soumis à la loi du prix unique, les pays semi-petits qui exercent un pouvoir de marché du côté des exportations, les pays rigides qui importent des biens intermédiaires et d'équipement qu'ils ne produisent pas localement et qui entrent selon des coefficients fixes dans les fonctions de production et les pays purement manufacturiers.

D'abord, s'il est bon de signaler que la balance commerciale générale est excédentaire, celle liée aux produits manufacturiers demeure structurellement déficitaire en dépit de la dévaluation entreprise depuis 1994, soit 11 ans après l'adoption de la Côte d'Ivoire, avec le concours du Fond Monétaire International, d'un plan d'ajustement structurel. (Voir annexe Schéma I)

Cette crise systémique est principalement imputable à l'importance du déficit enregistré par les postes « biens d'équipement », « matières premières et demi-produits », qui atteint dès lors plus de 94 % du déficit global de la balance commerciale, en 2006.

Si l'on rajoute à cela, qu'en 2006, les exportations de biens manufacturiers représentaient à elles seules plus de 16% des exportations de biens & services en volume, et que les importations en volume en dépassaient le seuil de 44 %, on peut avancer que la Côte d'Ivoire, malgré sa petite taille, peut être considérée comme une variante du pays rigide à l'importation.

Dans ces conditions, la dévaluation compétitive n'exerce, à long terme, aucun effet positif sur la compétitivité du secteur manufacturier.

Des estimations réalisées pour la Côte d'Ivoire montrent que l'augmentation des prix à la production suite à une dévaluation de 10 % du FCFA peut dépasser les 8 %, surtout pour les produits à haute intensité capitalistique*. Elles estiment, en outre, que la détérioration en termes relatifs de la compétitivité-coût de l'industrie manufacturière entre 1990 et 1994 est attribuable à concurrence de 46 % à l'accroissement des coûts salariaux unitaires et, résultat intéressant, de 54 % à l'augmentation des coûts des matières premières et semi-produits. En parallèle, en prenant en compte le fait que l'inflation importée ait contribué à raison de 46 % dans l'accroissement des coûts des consommations intermédiaires et que l'inflation locale y ait contribué de 48 % sur la même période, on peut conclure que la dévaluation compétitive du francs CFA a dévié du rôle qui lui est assigné.

La résistance du salaire nominal ainsi que l'inflation ont réduit, voir même anéanti les effets des dévaluations du francs CFA depuis 1994.

De même, il semble que la spécialisation relativement forte de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de ses principaux concurrents, telle que mesurée par l'indice Herfindhal**, ait pénalisé les

* L'Institut des Etudes Quantitatives (I.E.Q)

** A titre d'exemple, et selon les estimations de l'I.E.Q, l'indice de Herfindhal (H) est estimé à 0.14 points sur la période 1991-1994 pour la Côte d'Ivoire.

exportations manufacturières, dont le rythme de croissance en volume s'est atténué ces dernières années.

Notre persuasion que la compétitivité internationale du secteur manufacturier ivoirien constitue la clé pour augmenter l'excédent structurel de la balance commerciale et le pilier d'une croissance économique durable tirée par les exportations, plaide en faveur d'une approche systématique qui rend compte des facteurs structurels et des politiques d'accompagnement inhérentes, nécessaires pour assurer une amélioration durable de la compétitivité de ce secteur.

II. STRUCTURELS DE LA COMPETITIVITE INTERNATIONALE DU SECTEUR MANUFACTURIER IVOIRIEN : MODELISATION

Parmi les facteurs structurels qui affectent à plus long terme la productivité et par voie de corollaire les performances à l'exportation du secteur manufacturier ivoirien, on s'intéresse spécifiquement au rôle de l'investissement.

En effet, l'effort d'investissement constitue un facteur déterminant dans la création d'avantages comparatifs dynamiques et la captation de phénomènes d'économie d'échelle et de rendements croissants (Mzoughi, 2000). De par la modernisation de l'appareil productif qu'il engendre, l'investissement contribue aussi à stimuler l'innovation technologique et à améliorer la productivité des facteurs. Pour cela, il constitue un déterminant clé de la compétitivité, mais aussi et surtout de la croissance de long terme d'une économie.

L'accumulation du capital offre aux entreprises la possibilité de saisir pleinement les opportunités présentes sur le marché mondial, occasionnées par une demande mondiale additionnelle ou par un détournement favorable de la conjoncture internationale. Dans cette perspective, on peut considérer qu'une compétitivité élevée résulte d'une dynamique d'accumulation durablement soutenue (Toujas-Bernate, 1991). Son insuffisance dénote une incapacité des producteurs nationaux à satisfaire la demande domestique et étrangère. Elle se traduit, en outre, par une perte relative de parts de marché à l'exportation et par une dégradation systématique de la position extérieure. C'est ainsi, semble-t-il, que son fléchissement durant la dernière décennie aurait accentué la dépendance de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de l'extérieur et provoqué la stagnation du rythme de croissance des exportations manufacturières.

A vrai dire, cette baisse substantielle de l'effort d'investissement, qui s'est manifestée à partir de 1998, traduit les effets escomptés du plan de redressement, qui visait, entre autres objectifs, la réduction du déficit budgétaire insoutenable de l'Etat. Ce qui s'est traduit par un rationnement inéluctable de l'investissement public.

Ce retrait étatique de l'économie devait, en principe, être compensé par une relance de l'investissement privé afin de sauvegarder les chances de croissance de long terme. Mais, il s'avère que le rythme de croissance de cette composante substantielle de l'investissement a connu des irrégularités et des ruptures importantes durant la dernière décennie, qui ne sont pas sans rapport, semble-t-il, avec le processus de libéralisation financière externe engagé à partir de 1992 : l'augmentation du taux d'intérêt réel ainsi que la suppression considérable des barrières tarifaires et non tarifaires semblent avoir, dans une grande mesure, fragilisé la position concurrentielle des entreprises nationales sur le marché intérieur.

Face à ces vulnérabilités de l'économie et à la faiblesse de l'effort consenti jusqu'alors par le secteur privé en matière d'investissement, l'aptitude du pays à attirer des investissements directs étrangers s'impose, aujourd'hui, comme la pierre angulaire de toute politique volontariste visant à améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie manufacturière.

Bien qu'il soit difficile de déceler l'impact final de l'IDE sur le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire, on ne peut ignorer ses externalités positives sur le niveau d'activité, l'emploi et la propension à exporter des firmes locales. De même, les incidences des IDE sur les transferts de technologies, les systèmes d'apprentissage et les systèmes d'innovation sont indéniables, aujourd'hui, dans les pays émergents.

Un aperçu de l'évolution des flux des investissements directs étrangers en Côte d'Ivoire, montre que les flux cumulés par le pays demeurent relativement faibles par rapport à ses principaux concurrents.

Sa part dans les IDE reçus par les pays en développement durant les deux dernières décennies ne dépasse pas les 0.3 % en moyenne.

En outre, la répartition sectorielle des entreprises étrangères, montre une concentration marquée de ces dernières dans l'agriculture exportatrice, notamment dans le secteur agricole comme le cacao, le café, le palmier à huile, l'hévéa culture... (Voir annexe, Tableau I)

Toutefois, la part de ces investissements dans la formation brute de capital fixe reste très faible compte tenu de l'importance du besoin de financement du pays : elle s'élève à 0.3% en moyenne sur la période 1995-98.

Aussi, faut-il signaler que les stratégies des entreprises étrangères, qui sont pour l'essentiel des stratégies de court terme, fondées sur des bas coûts de la main-d'œuvre plutôt que sur sa dynamique, et que leur positionnement sur des secteurs traditionnels à faible intensité technologique dévoilent une certaine faillite en matière de formation de la

main-d'œuvre et de transfert de technologie de la part de ces firmes, constituées pour la plupart de PME.

On argue cependant, que cette défaillance est due principalement aux faibles capacités organisationnelles des industries et surtout à l'inadaptation de l'offre de formation aux exigences industrielles.

L'assimilation des technologies importées est en fait tributaire de certains préalables (Ghosh, 1984), dont notamment la capacité technologique du pays hôte, ses politiques industrielles, sa culture et son histoire. La mise en place d'un système national d'innovation cohérent et structuré, caractérisé par une concurrence plus forte, une formation adaptée et un cadre réglementaire propice, s'impose dès lors comme une priorité et une condition sine qua non afin de faciliter le transfert des technologies et leur diffusion entre les différents secteurs de l'économie.

Dans ce cadre, une valorisation de la recherche universitaire s'avère cruciale au même titre qu'un renforcement des relations de feed-back Université-Industrie : la genèse de technopoles industriels permettrait, en effet, de faire apparaître des structures de coopération susceptibles d'assurer la création de compétences nouvelles et spécifiques, et l'émergence des formes originales de sélection des projets d'investissement.

III. MODELISATION DES DETERMINANTS DE LA COMPETITIVITE DU SECTEUR MANUFACTURIER IVOIRIENNE

V.1. Le modèle : un modèle à correction d'erreurs

V.1.1. Base de données :

La base de données utilisée dans notre analyse économétrique est constituée à partir du CD-Rom de la Banque Mondiale, « Indicateurs sur le Développement dans le Monde », dans sa version 2001, c'est à dire avant la crise militaro-politique. La période considérée s'étale entre 1980-1998. Cette période se justifie par le fait qu'à partir de 1999 le pays n'a plus eu de stabilité jusqu'à 2011. Et donc pour ne pas biaiser nos données, nous avons préféré rester dans intervalle de temps où le pays était stable.

V.1.2 Description du modèle :

Le modèle de détermination de la compétitivité internationale du secteur manufacturier ivoirien fait intervenir un mécanisme d'ajustement dynamique vers une cible de long terme, EXP*.

L'équation générale est de la forme :

$$\Delta y_t = \gamma_0 \Delta x_t - (1 - \alpha_1)[y_{t-1} - \beta_0 - \beta_1 x_{t-1}] + \mu_t$$

On suppose, par ailleurs, que seuls les effets de long terme interviennent dans l'équation finale.

On aura donc :

$$\Delta EXP = (1 - \alpha_1)[EXP^* - EXP_{-1}]$$

Tel que :

$$EXP^* = \text{Intercept} + \varphi_1 TCER + \varphi_2 DUTYM + \varphi_3 GIP + \varphi_4 FIDE + \varphi_5 STUD \\ + \lambda DUMMY + \psi TREND$$

Où l'on désigne par :

- EXP : indicateur de compétitivité internationale du secteur manufacturier ivoirienne, i.e. volume des exportations manufacturières en FCFA constants (1995 = 100) ;
- TCER : indicateur de compétitivité-prix, i.e. taux de change effectif réel (1995 = 100) ;
- DUTYM : indicateur de compétitivité-prix, i.e. la part des droits de douanes dans les importations de biens & services ;
- GIP : indicateur de compétitivité structurelle, i.e. part de l'investissement total dans le produit intérieur brut ;
- FIDE : indicateur de compétitivité structurelle, i.e. les flux nets des investissements directs étrangers en dollars courants ;
- STUD : variable de contrôle, i.e. dépenses publiques d'éducation par étudiant dans l'enseignement supérieur (en % du produit national brut par tête) ;
- DUMMY : variable muette introduite pour capter les changements structurels qu'a connus la Côte d'Ivoire après 1983 (adoption d'un plan d'ajustement structurel, signature des accords de l'OMC, signature de l'accord de libre-échange avec l'Union Européenne). Elle prendra la valeur de 0 avant 1983 et 1 après ;
- TREND : est une approximation des gains potentiels de compétitivité ou de productivité, obtenus grâce à la concomitance de facteurs n'appartenant pas à la sphère scientifique et économique.

Pour garantir une forme linéaire pour le modèle estimé, toutes les données sont prises en logarithme. Les résultats sont extraits et résumés dans le tableau II (voir annexe).

V.1.3. Résultats :

Les résultats issus du tableau II sont conformes aux attentes et développements théoriques élaborés précédemment.

A long terme, une augmentation de 10 % du taux de change réel, équivalente à une dévaluation de 10 % du FCFA, engendre une dégradation quasi-proportionnelle de la

compétitivité du secteur manufacturier (-9.2 %). Ce résultat conforte l'idée développée plus haut, à savoir qu'en l'absence d'une politique de substitution à l'importation, tout changement de la parité de la monnaie nationale se répercute totalement sur les coûts de production et par là sur la compétitivité prix des produits manufacturés sur le marché international, dès lors que les firmes nationales importent des biens d'équipement et des biens intermédiaires qui entrent selon des coefficients fixes dans leurs fonctions de production. Etant cela, une politique économique plus vigoureuse visant la stabilité du change est susceptible de réduire les incertitudes et de garantir la stabilité des recettes d'exportations des firmes nationales.

De même, il semble que l'effet de long terme de la politique commerciale stratégique, mesurée dans notre travail par la part des droits de douanes dans les importations de biens et services, sur la compétitivité du secteur est significatif ; mais, il demeure de faible amplitude. La libération commerciale entreprise par l'Etat à partir de 1986, malgré ses impacts de court terme négatifs sur l'économie (baisse de l'investissement notamment), semble avoir des retombées positives sur la compétitivité de long terme de l'industrie manufacturière.

Une plus grande exposition des entreprises domestiques à la concurrence internationale participe de manière effective à promouvoir la croissance et la productivité de ce secteur.

Par ailleurs, la suppression des taxes à l'importation, notamment des biens d'équipement et des biens intermédiaires, permettrait aux entreprises locales d'accroître leur productivité, grâce à l'acquisition de nouveaux matériaux à haute intensité technologique, d'étendre et de renouveler leurs gammes de produits offerts et d'améliorer la qualité y incorporée.

L'afflux des investissements directs étrangers participe également de manière significative dans la compétitivité internationale du secteur manufacturier, mais le coefficient y associé est peu élevé : un accroissement de 10 % des flux nets d'investissements directs étrangers entraîne à long terme une augmentation légère de 7 % du volume des exportations du secteur manufacturier.

Sur le long terme, l'effort national déployé en matière d'investissement et d'éducation semble déterminant dans le renforcement de l'aptitude des entreprises exportatrices à soutenir la concurrence et à gagner des parts significatives de parts de marché. Ainsi, une augmentation de 10 % de l'effort d'investissement induit à long terme une augmentation de 54 % du volume des exportations. Ceci dénote l'importance de la capacité d'autofinancement des entreprises nationales dans la consolidation de l'autonomie et de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Il démontre, en outre, qu'une utilisation optimale des capacités de production est de nature, à long terme, à satisfaire la demande mondiale et à bénéficier pleinement des évolutions de la conjoncture internationale. Les

pouvoirs publics sont dès lors invités à mettre en œuvre des stratégies de long terme en mesure de stimuler l'accumulation physique du capital, en encourageant et en donnant une place grandissante au secteur privé, d'une part, et en introduisant une certaine dynamique sur le cadre réglementaire et institutionnel, d'autre part, qui permet, par exemple, de forger des alliances stratégiques entre les firmes, dont la taille moyenne les empêche d'investir dans des activités risquées et d'engager des dépenses irréversibles en recherche et développement.

Dans ce cadre, la promotion de la recherche universitaire, notamment dans les domaines scientifiques, est susceptible d'élever le niveau d'instruction de la population active et d'accroître la main-d'œuvre qualifiée, augmentant ainsi la productivité et la vitesse de diffusion des technologies nouvelles dans l'ensemble de l'économie.

Le coefficient significatif et fort corrélé de cette variable démontre l'importance de l'investissement en capital humain dans la préservation des chances de croissance de long terme, et dans la construction de bases solides d'une croissance tirée par les exportations. Dès lors, une augmentation de 10 % de la part des dépenses publiques d'éducation par étudiant dans le PNB par tête entraîne, à long terme, un accroissement sensible de 41 % du volume des exportations manufacturières.

VI. Conclusion :

Par cette contribution, nous avons cherché à comprendre les effets respectifs joués par les facteurs-prix et les facteurs structurels dans la compétitivité internationale de long terme du secteur manufacturier ivoirien.

Nos résultats montrent que la faiblesse de l'effort d'investissement et l'attention plus ou moins médiocre accordée à la recherche universitaire, surtout du point de vue de son adaptabilité aux exigences industrielles du pays, expliquent dans une certaine mesure la baisse de la productivité des facteurs et la fragilité concurrentielle des entreprises nationales sur le marché mondial, ces dernières années.

L'émergence d'économies d'échelle dans le secteur manufacturier semble conditionnée par la relance de l'investissement privé qui se voit bloqué par un taux d'intérêt réel élevé et par une variabilité de la demande mondiale.

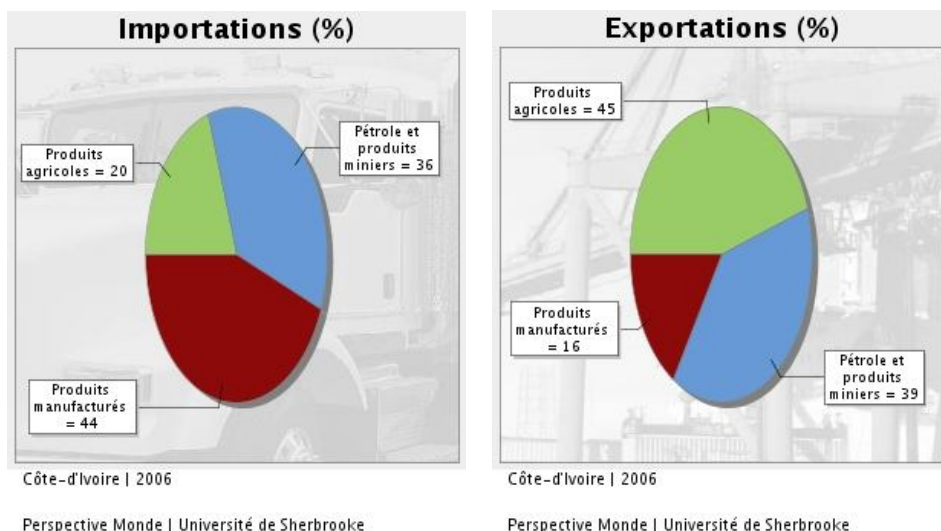
Les faibles performances extérieures trouvent ainsi leur origine dans la forte spécialisation du pays dans les ses dimensions.

Bibliographies :

- Aglietta, M. (1997), « Macro-économie Internationale », Montchrestien, 629 p (1997).
- Ethier, W. (1982), « National and International Returns to Scale in the Modern Theory of International Trade », American Economic Review, 72, juin, p. 389-405.
- Fontagné, L. (1996), « The Links Between Foreign Direct Investment and Trade: Empirical Evidence for US and French Industries (1984-1994) », Working Paper DSTI, Paris, OCDE.
- Gannagé, E. (1985), « Théories de l'IDE », Economica, Paris.
- Ghosh, P.K. (1984), « Appropriate Technology in Third World Development », Westport, CT: greenwood Press.
- Krugman, P & Obstfeld, M. (2001), « Economie Internationale », Bruxelles, De-Boek éditeur.
- Krugman, P. (1981), « Intraindustry Specialization and the Gains from Trade », Journal of Political Economy, 89 (5).
- Latreille, T & Varoudakis, A. (1997) « Les Facteurs Structurels de la compétitivité Manufacturière : Une Analyse en Données de Panel pour le Sénégal », Revue Economique, vol 48, n° 3, mai, p. 471-480.
- Mansfield, E. (1961), « Technical Changes and The Rate of Imitation », Econometrica, octobre.
- Mzoughi, N (2000), « Performances Commerciales d'une Economie avec Changement de Structure : le Cas de la Tunisie », communication pour le colloque du GDR « Economie et Finance Internationales Quantitatives », 23-24 juin, Tunis.
- Nezeys, B. (1993), « La Compétitivité Internationale », Economica, Paris.
- Porter, M. (1990), « L'avantage concurrentiel des nations », Londres, Macmillan.
- Ricardo, D. (1984), « Des Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt », réédition de l'original de 1817, Flammarion, Paris.
- Rivera-Batiz, L.A. & Romer, P. (1991), « Economic Integration and Endogeneous Growth », The Quarterly Journal of Economics, 106 (2), mai, p. 531-555.
- Romer, P. (1987), « Growth Based on Increasing Returns Due to Specialisation », American Economic Review, mai, p. 56-62.
- Romer, P. (1990), « Endogenous Technological Change », Journal of Political Economy, octobre, p. 71-102.
- Stoneman, P. (1987), « Approche Néoclassique de l'Incidence des Technologies Nouvelles sur les Demandes de facteurs », OCDE, n° 12.
- Toujas-Bernate, (1991), « L'Allemagne Premier Exportateur Mondial », Economie et Statistique, n° 246-247, septembre-octobre.

Annexes

SCHEMA I: SOLDES COMMERCIAUX (EN MILLIONS DE F CFA)



TABEAU I : Répartition sectorielle des entreprises industrielles étrangères en Côte d'Ivoire (1999)

	Secteur agricole	Secteur touristique	Secteur industriel	Total
Entreprises	922	100	120	1124
Investissements en million F CFA	500	835	203	1538
Emplois (nombre)	85800	10700	2500	99000

Source : Recomposition de l'auteur à partir des rapports des entreprises ivoirienne

TABLEAU II : Les Déterminants de la compétitivité internationale du secteur manufacturier ivoirien

VARIABLES EXPLICATIVES	VARIABLE DEPENDANTE : EXP	
	<i>Estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires</i>	
	<i>Coefficient</i>	<i>Ecart-Type</i>
INTERCEPTE	20.42	0.408
TCER	-0.92	0.061
DUTYM	0.08	0.035
GIP	0.54	0.037
FIDE	0.07	0.005
STUD	0.41	0.070
DUMMY	-0.09	0.020
TREND	0.06	0.003

$R^2 = 0.99$; SSR = 0.0004; DW = 2.79

RESET F(1, 3) = 0.022384 [0.8906]

NORMALITE JB $\chi^2(2) = 0.297008$ [0.8620]